LETTRE DE ROME

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

Rome, le 27 juin.

Mort de Mgr Guidi

C'est une perte douloureuse que la Saint-Siège vient de faire en la personne de Mgr Guidi, le délégué apostolique des Philippines.

On se rappelle dans quelles importantes conjonctures le Saint-Siège envoya aux Philippines Mgr Guidi. Une délégation spéciale, dirigée par M. Taft, le gouverneur des Philippines, était venue à Rome en septembre 1903 pour régler avec le Souverain Pontife la situation de l'Eglise dans les îles nouvellement acquises par les Etats-Unis. L'accord s'était fait en principe; les questions particulières devaient être réglées sur place entre le délégué apostolique et le gouverneur.

La mission confiée à Mgr Guidi était donc des plus délicates. Il avait d'ailleurs toutes les qualités qu'elle exigeait. Une forte préparation diplomatique, une intelligence supérieure, la connaissance parfaite des langues (Mgr Guidi parlait couramment l'anglais aussi bien que le français et l'allemand) expliquent le succès avec lequel Mgr Guidi a rempli sa tâche. Tout désignait le délégué apostolique à une élévation prochaine au cardinalat.

Mgr J.-B. Guidi — qui est mort hier matin, à Manille, emporté par une maladie du cœur — avait à peu près de 50 ans.

Secrétaire aux nonciatures de Munich, de Madrid et de Lisbonne, après avoir été auditeur à Munich, il fut attaché à la secrétairerie des affaires ecclésiastiques extraordinaires. Quand Mgr Gotti, aujourd'hui cardinal et préfet de la Propagande, fut envoyé comme Internonce au Brésil, Mgr Guidi l'accompagna comme auditeur. Il y resta trois ans encore après le départ de l'Internonce, avec le titre de chargé d'affaires. Avant de rentrer à Rome, il remplit une mission spéciale à l'Equateur.

Mgr Guidi avait été nommé archevêque titulaire de Stauropolis avant de partir pour les Philippines.

L'on a appris à Rome sa mort, presque aussitôt après avoir reçu le nouvelle de sa maladie. Samedi, une dépêche était arrivée au Vatican : « Mgr Guidi, sur le point de mourir, demande bénédiction apostolique. » Il reçut ainsi, avant d'expirer, ce suprême réconfort.

La Commission biblique

La *Commission biblique*, dont nous avons mentionné la réunion de samedi dernier, s'occupe en ce moment de la rédaction d'un manuel biblique. La *Revue biblique*, qui sert d'organe officiel à la Commission, continuera à s'imprimer à Paris, mais sa direction se trouve désormais à Rome.

La Commission a reçu les demandes de plusieurs candidats aux prochains examens de licence ès sciences bibliques. Elle a décidé qu'elle acceptera, pour subir ces épreuves, les docteurs qui viennent de prendre leurs grades en la présente session. Le programme a paru dans la *Revue biblique*. L'on sait, en effet, que les docteurs en théologie sont seuls admis à ces examens.

Une enquête intéressante

L'honorable Saporito, rapporteur du budget des finances, a conduit sur le compte de M. Nasi la rétentissante enquête que l'on sait. Et le résultat en a été la disparition de l'ex-ministre de l'Instruction publique dont les concussions ont été par trop éclatantes.

M. Saporito ne s'en est pas tenu-là. Voici que les journaux romains publient son rapport sur l'administration de M. Galimberti, le ministre des Postes du Cabinet Zanardelli, collègue de l'inaffable Nasi.

Hâtons-nous de dire que M. Galimberti ne saurait, sans une extrême injustice, être comparé à M. Nasi. M. Galimberti a suivi tout bonnement les traditions du ministère des Postes, et ces traditions étaient empreintes de la plus souriante bonhomie. Qu'on en juge par ces détails :

Quand la sous-secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes se maria, M. Galimberti lui offrit une garniture de table en métal argenté, de 50 francs. A son tour, M. Galimberti se maria, et le sous-secrétaire d'Etat lui offrit un coffret de bronze doré valant 150 francs. Un autre employé supérieur du ministère s'étant marié lui aussi, ministre et sous-secrétaire d'Etat lui firent chacun leur cadeau. Seulement, ces dons gracieux étaient payés par le budget du ministère et, le plus innocemment du monde, on les inscrivait parmi les dépenses publiques. Un si bel exemple était imité : fête du ministre, fête du sous-secrétaire d'Etat, fêtes des amis étaient signalées par des cadeaux pareils; les employés imitaient leurs chefs; ils avaient pour ceux-ci des attentions ingénieuses. Le budget payait toujours.

Pince-sans-rire, M. Saporito note imperturbablement les dépenses faites pour les objets non inventoriés « qui, suivant la témoignage de l'économe lui-même, ont, en partie, été employés pour l'usage de l'administration, en partie non ». On voit mentionner un cadre, acheté pour le cabinet du ministre, et qui n'y est plus ; un « plaid » pour voiture utilisé par par S. Exc. Fulci, sous-secrétaire d'Etat, qui l'a emporté; des sacs de voyage, acquis par le même et conservés de la même façon, etc., etc.

Ne trouvez-vous pas que M. Saporito vaut à lui-même toute une institution ? Cette revision immédiate du budget est une excellente mesure. Pourquoi les rapporteurs de nos budgets ne l'entreprendraient-ils pas, eux aussi ?

Le « scandale » de l'Institut géographique de Florence

L'Institut géographique de Florence prépare les cartes militaires. Un des membres de son personnel militaire, le colonel Gliamsa, présentait, depuis plusieurs années, au ministère un nouveau système de reproduction des cartes militaires (un système de photogravure chimique ») qui avait, disait-on, l'avantage d'une exécution plus rapide et moins dispendieuse.

C'est là-dessus qu'une interpellation s'est faite. Une indemnité de 68 000 francs ayant été payée au colonel Gliamsa pour la mise au trait de ce nouveau système, l'on prétend que cette somme est indûment versée, que le système Gliamsa n'est pas nouveau, ni satisfaisant, ni rapide. Bref, toute une campagne se déchaîne, fort tapageuse, contre le ministre de la Guerre — le général Pedotti — qui a conclu l'affaire.

Cette discussion sans doute n'aura pas de suites.

Échos de Turin

Pendant son séjour à Turin, S.-Em. le cardinal Vincent Vannutelli, accompagné de S. Em. le cardinal Richelmy, est allé rendre visite au journal catholique le *Momento*. Ce journal, fondé par la généreuse initiative des catholiques torinois, est un grand journal du matin qui tirera bientôt à six pages. S. Em. le cardinal Vincent Vannutelli a tenu à déclarer à la rédaction du *Momento* qu'il félicitait ce journal de son orientation.

Puisque nous parlons de la presse catholique en Italie, signalons que l'*Osservatore cattolico* de Milan se transformera bientôt, lui aussi (au commencement de juillet), en journal du matin, et développera son service d'informations.

Nous félicitons sincèrement nos confrères italiens de ces progrès de la presse catholique.

L'INAUGURATION DU MONUMENT DE WATERLOO

(*De notre correspondant particulier*)

Bruxelles, le 28 juin.

Les agences ont télégraphié le compte rendu officiel de l'inauguration de l'*Aigle expirant*, mais ce qu'elles ne vous auront sans doute pas dit, c'est le caractère inattendu qu'a pris cette fête. Alors qu'on s'imaginait qu'il n'y aurait autour du monument que le monde officiel, les invités, les anciens militaires, les officiers, on a vu accourir une foule immense composée en majeure partie de petites gens, voire même d'ouvriers. Un chiffre prouvera l'affluence : à la gare du Midi, à Bruxelles, on a délivré pour Braine-l'Alleud, station du champ de bataille, 55 000 billets. En comptant la population des alentours et tous ceux qui étaient venus à pied, à bicyclette, en voiture, on peut évaluer à 100 000 le nombre des personnes qui ont assisté à l'inauguration.

A toutes les maisons était arboré le drapeau français. Il en est d'ailleurs toujours ainsi à la date anniversaire de la bataille : jamais on n'arbore le drapeau britannique, bien que les visiteurs anglais soient de beaucoup plus nombreux.

Aux voitures, aux guidons des bicyclettes, aux chapeaux, aux boutonnières, aux corsages des dames, on ne voyait que petits drapeaux et cocardes aux couleurs françaises. Les camelots vendaient à la douzaine les cartes postales rappelant les hauts faits de l'armée impériale.

C'est que chez nous, surtout chez le paysan et dans le peuple, le souvenir de l'empereur est resté très vivace. Il est rare de ne pas trouver dans les chaumières et la logis des artisans quelques statuettes ou quelque gravure relative à Napoléon ou à ses victoires.

La cérémonie s'est déroulée dans un espace très restreint, sévèrement gardé par de nombreux gendarmes en bonneta à poils, qui évoquaient ainsi, en ce lieu même où les derniers carrés périrent, les redoutables grenadiers, « l'élite de l'élite », comme dit Houssaye. L'immense public n'a donc pu assister au spectacle ; il n'a pu voir que de loin la ceinture de soie éclatante faite par les innombrables drapeaux de Sociétés autour du monument se dressant en plein ciel ; quant aux discours, il n'a pu en entendre un traître mot. Et cependant, cette foule était joyeuse et s'écartait respectueusement au passage des drapeaux de Sociétés françaises qui étaient venues à l'inauguration.

Un témoin de la bataille de Waterloo était présent à la cérémonie ; un landau, orné du drapeau belges et français a, en effet, amené du village de Chapelle-lez-Herlaimont, où elle habite, Mme Vve Dupuis, née à Senaffe (Belgique), le 6 juin 1802. La veille de la bataille, le centenaire versa à boire aux soldats français dont les régiments défilaient devant la maison de ses parents; elle vit de loin les fumées du combat, et, le 19 juin, elle aide à enterrer les morts et à soigner les blessés. Soutenue par des jeunes gens du Comité belge, la centenaire, quittant la voiture, se dirigea d'un pas encore ferme jusqu'à la tribune officielle où elle s'assit dans un fauteuil. M. Gérard, ministre de France, vint aussitôt lui serrer la main et le féliciter de sa vaillance.

Tout le programme de la fête a été exécuté de point en point : musique, discours, cantate. Dès 5 h. 1/2, les trains spéciaux ramenaient à Bruxelles l'affluence des curieux. Toute la soirée, la plus grande animation a régné aux alentours de la gare du Midi où de nombreuses maisons étaient pavoisées aux couleurs françaises.

LES DISCOURS

M. Detaille, dans son discours, dit que ce n'est pas sans une certaine fierté que la *Sabretache* apporte, sous l'égide du ministre de France, le témoignage de son culte pour les traditions militaires du pays. Il a l'honneur de remettre le monument de Waterloo au « Souvenir français. » Ce monument est confié à sa garde, mais il est aussi sous la sauvegarde du noble peuple belge.

Et M. Detaille montre les braves petits troupiers français courant à travers le monde. Quelle besogne ils ont accomplie, peut-être même sans le savoir!

Les philosophes nu voient de la guerre que les horreurs; il en faut voir à travers les ans, la grandeur épique, et la fécondation au Europe des idées de la Révolution française n'a-t-elle pas été le résultat de cette immense et sanglante moisson?

M. Henry Houssaye fait l'éloge de l'œuvre de Géröme dont il déplora le mort soudaine. Il félicite M. le comte Albert de Mauroy qui eut le premier la pensée pieuse d'élever un monument aux 10 ou 12 000 Français tués le 18 juin 1815 et rappelle la part prise par le *Sabretache* à cette œuvre.

Puis, faisant allusion aux critiques formulées contre le monument, M. Henry Houssaye dit :

Au cours des travaux, certains journalistes particulièrement érudits en histoire militaire nous ont appris que Waterloo ne fut pas une victoire française. Nous le savions. Si le *Sabretache* avait voulu ériger en Belgique un monument de victoire, ce n'est pas ici qu'elle l'aurait placé : c'est à Ligny. Pieusement, tristement, elle a élevé un cénotaphe aux nobles vaincus de Waterloo. Elle a voulu que, à côté du monument belge, du monument anglais, du monument prussien, du monument hanovrien, il y ait une pierre française dans ce cimetière de la gloire. Tous les braves, morts pour la patrie, ne doivent-ils pas être honorés, qu'ils soient tombés dans l'ivresse de la victoire ou dans la rage de la défaite? Le sacrifice et le dévouement sont les mêmes; le courage est identique. *Gloria victis!* L'effort vaut par lui-même sans les contingences du résultat.

M. Henry Houssaye fait ensuite un tableau émouvant de la défense de Plancenoit et de la scène qui se déroula à l'endroit même où se dresse le monument.

M. Gérard, ministre de France, a au nom du gouvernement de la République, s'associé à la pieuse cérémonie qui s'accomplit aujourd'hui pour rendre les derniers devoirs à la mémoire des soldats français tombés ici même dans l'agonie suprême d'une lutte de géants ».

Le lieutenant-général Bruylant, au nom du gouvernement du roi, remercie Son Excellence le ministre de France, et M. Henry Houssaye de l'hommage fleuri qu'il leur a plu de rendre à le Belgique hospitalière et fraternelle.

Le lieutenant-général, dans un historique rapide, retrace la participation de la petite nation belge aux grands drames épiques des siècles écoulés.

Cette plaine, dit-il, n'évoque plus en nous le souvenir des haines déchaînées. Il n'y a plus ici de vainqueurs et de vaincus!

Ce qui repose dans cette terre, que M. Houssaye a si heureusement appelée « le cimetière de la gloire », c'est de l'héroïsme et de l'immortalité. »

Le lieutenant-général termina ainsi :

Grâce à vous, Messieurs, grâce à l'œuvre admirable de Géröme, si expressivement symbolique, tous ceux qui, vainqueurs ou vaincus, sur cette plaine, rivalisèrent de vaillance, d'exploits glorieux, de suprême sacrifice, recueilleront désormais du visiteur ému et pensif le même saint, le même respect, la même admiration.

Souffrez que je vous en loue et vous en remercie!

UNE SCÈNE DRAMATIQUE

La confrontation de MM. Combes et Lagrave

Voici, d'après la sténographie, la scène la plus dramatique qui se soit passée à la Commission d'enquête : la confrontation de MM. Michel Lagrave, Edgar Combes et Emile Combes, président du Conseil :

M. le président. — Avant son départ pour l'Amérique, avez-vous reçu dans votre cabinet M. Michel Lagrave, et a-t-il été question entre vous, en présence de M. Edgar Combes, de la déposition que M. Michel Lagrave devait faire devant le juge d'instruction et de la conversation qu'il avait eue avec M. Edgar Combes.

M. Emile Combes, président du Conseil. — *Nullement*, Monsieur le président. *Je déclare absolument que c'est inexact. Il n'y a eu aucune conversation sur le sujet qui préoccupe en ce moment-ci la Commission.*

M. le président. — Monsieur Lagrave, vous avez entendu les déclarations de M. le président du Conseil?

M. Michel Lagrave. — Je vous demande infiniment pardon, Monsieur le président..... c'est un rôle profondément douloureux pour un fonctionnaire que de vous demander si, faisant l'appel la plus profond à vos souvenirs..... — vous êtes arrivé à ne âge où la bonté, la bienveillance peuvent quelquefois s'exercer. Vous n'avez pas évidemment l'intention de poinvarder aujourd'hui un fonctionnaire qui n'a fait que dire la vérité, conformément à vos instructions et à celles qui m'ont été communiquées par M. Trouillot..... *Je vous demande, Monsieur le président, de dire si vraiment, un soir, à 10 heures, je ne suis pas entré dans votre cabinet avec mon ami Edgar Combes, et si nous n'avons pas causé de cette question.* Je vous le demande instamment, instamment! Répondez, Monsieur le président, — oui ou non, me suis-je présenté, un soir, à 10 heures? *M. Edgar Combes, votre fils, ici présent, ne vous a-t-il pas dit : « Je le présente Lagrave, tu sais, un ami, ancien chef de cabinet sous le ministère Bourgeois, qui s'en va aux Etats-Unis. Il a des choses intéressantes. Je l'en ai parlé. »*

... *Vous êtes dans votre fauteuil, Monsieur le président.* Rappelez-vous, je vous en supplie! C'est très grave. Peut-être pour vous, ce n'est peut-être rien pour vous, où vous êtes dans la vie, cela n'a pas d'importance : vous êtes président du Conseil, premier ministre de France, ça n'a pas d'importance : — mais moi, fonctionnaire, vous comprenez, vous me tuez aujourd'hui, vous me tuez. Monsieur Combes! Vous me tuez en niant que vous m'avez reçu. *Vous m'avez reçu, Monsieur Combes, vous m'avez reçu avec M. Edgar Combes. Vous le savez, vous, là-bas.* (M. Lagrave désigne M. Edgar Combes.) Vous le savez!

M. Edgar Combes. — *Non!*

M. Emile Combes, président du Conseil. — Messieurs, le moindre accroc dit à la vérité serait pour moi un remords pour ma vieillesse. Je ne ferai pas le moindre accroc à la vérité. *Vous ne m'avez demandé ni autorisation ni condition.*

M. Michel Lagrave. — Je vous ai vu. *Dites que je vous ai vu*, que je suis entré dans votre cabinet avec Edgar.

M. Emile Combes, président du Conseil. — Non, vous ne m'avez pas vu *en présence de mon fils.* Vous m'avez vu, je crois, avant de partir. Etait-ce avant, était-ce après votre déposition? — Mais pas de la façon dramatique dont vous parlez. *Non vous ne m'avez pas vu.* Non, vous ne m'avez pas demandé l'autorisation. Non, vous ne m'avez pas posé de condition.

M. Marcel Sembat, s'adressant au président du Conseil. — Il me semble vous avoir tout à l'heure entendu dire ceci à M. Lagrave : « Oui, je puis vous avoir reçu, je crois vous avoir vu, mais pas en présence de mon fils et pas dans les conditions dramatiques que vous indiquez. « *Nous serions donc fondés à en conclure qu'il y a au moins ceci, sur quoi vous et M. Lagrave êtes d'accord, à savoir qu'en laissant de côté la déposition dramatique* — c'est une question d'appréciation — *le fond même d'une visite n'est pas par vous écarté*, et vous vous souvenez d'avoir vu M. Lagrave?

M. Emile Combes. — Non. Je ne peux pas préciser à ce sujet. C'est pour cela que j'ai dit : Soit avant, soit après.

M. Marcel Sembat. — Vous semblez très préoccupé de cette question d'antorisation. Elle est, en effet, importante ; mais à côté, il y a le fait même de la visite dont il ne faut pas détourner votre esprit. Par conséquent, *si vous croyez vous souvenir que vous pouvez avoir vu M. Lagrave, il ne faut pas affirmer naturellement le contraire devant la Commission.*

M. Emile Combes. — *Sur ce point, je m'en remettrai volontiers à ce qui dit M. Lagrave;* mais ce que je sais c'est l'entrevue dramatique avec mon fils, le soir, et l'autorisation et la condition. Je t'affirme absolument. Elle m'aurait frappé.

M. Michel Lagrave. — Monsieur le président du Conseil, je me permets de vous dire qu'il n'y a eu de dramatique que l'impression que vous m'avez produite tout à l'heure.

Un soir — j'avais vu Edgar le matin, — nous avions causé de questions qui l'intéressaient, il était préoccupé, je suis son ami; il me demandait de l'aider dans la circonstance; je lui apportais un témoignage utile. J'hésitais. J'hésitais parce que cela ne me paralysait pas très sérieux. Il m'a fait venir le soir à 10 heures, je répète l'heure. Il m'a dit : « Mon père est dans son cabinet. Nous allons le voir. « *Il a ouvert la porte de son cabinet qui entre directement dans le vôtre. Je vous vois encore devant votre bureau; Edgar s'est mis devant la cheminée très délibérément. Vous avez été très bienveillant pour moi : Vous m'avez dit : « Vous partez dans deux ou trois jours..... » Vous avez causé très banalement, puis, ensuite, nous avons causé de cette affaire des Chartreux. Edgar vous a dit : « Tu te rappelles je l'ai entretenu de ces propos que Lagrave m'a racontés; il serait intéressant, utile, qu'il pût donner cela à l'instruction.* »

Vous avez fait des réserves. Cela n'avait rien de dramatique. Rappelez-vous, je vous en supplie. Cela n'avait rien de dramatique; cela se passait très gentiment, très simplement, comme vous m'avez reçu d'autres fois dans votre cabinet, bien qu'en dise M. Fort. *Vous m'avez dit : « Ce serait intéressant que vous puissiez déposer. — Mais je ne voudrais pas mettre en cause le nom d'un homme qui a rendu des services à la République. » Vous ne m'avez pas dit, je le reconnais : « Quels services a-t-il rendus? » Vous ne m'avez pas même demandé le nom de ce fonctionnaire que je ne voulais pas mettre en cause. J'ai dit d'autre part : M. Trouillot ne sait pas que je me suis occupé de tout cela, on me découvrira vis-à-vis de lui. « Vous ne m'avez pas donné cette autorisation* comme une de ces autorisations officielles sur grand papier à entête du ministère. Cela a été entendu entre nous. Votre acquiescement était là. *Vous avez dit : « C'est entendu, nous sommes d'accord.* « Vous n'avez pas au besoin de faire des phrases avec moi. *Puis je suis parti avec Edgar. J'ai été appelé à déposer le surlendemain.*

Faites appel à votre souvenir. Je conçois que les préoccupations de l'Etat vous aient vraiment absorbé et que vous n'ayez pas pu vous rappeler ce petit incident qui a duré quelques minutes dans votre cabinet; mais pour moi, aujourd'hui, il a une importance énorme, cet incident. Vous êtes deux, là, Edgar et vous; nous allons trois dans votre cabinet; *je vois encore de mes yeux.*

M. Emile Combes. — Je persiste dans ma déclaration...

... Encore une fois, si je l'avais vu avec mon fils et si j'avais eu avec lui une conversation d'où il ait pu conclure qu'il était autorisé sous condition à déposer, cela me serait resté gravé dans l'esprit. *Je ne l'ai pas vu en compagnie de mon fils.*

C'est après cette confrontation dramatique, qui fit sur le Commission une impression considérable, que M. Michel Lagrave, en sortant dans les couloirs, brisé par l'émotion, s'affale dans un fauteuil et fondit en larmes.

M. VERVOORT & LA PRESSE PARLEMENTAIRE

M. Georges Aubry, président du Syndicat de la presse parlementaire, a adressé à M. Flandin la protestation suivante :

Monsieur le président,

Dans le compte rendu sténographique de la déposition faite par M. Vervoort devant la Commission d'enquête, on peut lire les déclarations suivantes :

M. Anthime Ménard. — N'êtes-vous pas actuellement directeur du Sarsaal d'Enghien, concurrence du Casino?

M. Vervoort. — Je suis président de l'association sportive d'Enghien, association de jeunes gens, de journalistes, *de membres de la presse parlementaire.* J'ai été élu président par une assemblée générale.

M. Anthime Ménard. — Cela, c'est votre droit.

M. Vervoort. — Nous nommes les locataires du Kursaal.

M. Anthime Ménard. — Ou jouez?

M. Vervoort. — Pas aux petits chevaux. Mais si vous (sic) voulez bien nous le permettre, Messieurs, on jouera au baccara tous les dimanches.

Que M. Vervoort s'occupe d'affaires de Cercles ou de Kursaals, cela ne regarde que lui et ne saurait toucher en rien l'association des journalistes parlementaires, dont M. Vervoort n'est pas membre actif.

Mais nous ne saurions admettre que M. Vervoort assaye, devant une Commission de la Chambre, de solidariser avec lui la presse parlementaire dans ces mêmes affaires de Cercles et de Kursaals.

LA guerre russo-japonaise

La bataille attendue

Cette bataille, annoncée depuis huit jours, sera-t-elle livrée? Aura-t-elle l'ampleur que lui donnent d'avance une foule de dépêches? Nous osons dire que nous en doutons.

Il est certain que les Japonais se sont rapprochés du gros des forces russes. Il n'y a plus, dit-on, que 40 kilomètres d'intervalle entre les fronts des deux armées.

Mais nous voyons aussi que les Russes reculent leur artillerie chaque fois que les Japonais avancent la leur. Les Russes ne cèdent pas le terrain sans se battre; ils ralentissent ainsi autant qu'ils le peuvent le marche de l'ennemi; mais, cette fois, ils obéissent à un ordre net ; ils ne s'engagent pas à fond.

Les deux armées réunies du Kuroki et d'Oku forment une masse de 130 000 hommes avec 320 canons.

Les forces disponibles de Kouropatkine ne sont pas plus de 110 000 hommes avec 250 canons.

Dans ces conditions, engager la bataille serait courir peut-être à un nouvel échec. — Kouropatkine va donc se replier et la grande bataille n'est pas aussi imminente qu'on le disait.

Dépêche de Kouropatkine

Voici une dépêche très claire et très nette de Kouropatkine. C'est sa lecture attentive qui nous induit à croire à l'ajournement d'une grande bataille :

Le 26 juin, les troupes japonaises prirent l'offensive contre nos troupes d'avant-garde du front Est, se trouvant en avant des défilés Fenschouiline, Modouline et Daline. Nos troupes de cavalerie et d'infanterie reculant sous la pression des Japonais constatèrent que l'attaque contre chacun de ces défilés était menée par des forces supérieures. On constate que l'attaque contre le défilé de Dalin était faite, outre les autres troupes, par une division de la garde. Outre le mouvement du front les Japonais tournaient avec des forces considérables les deux flancs. Nos troupes occupaient les défilés de Fenschouiline et de Modouline ou Modouline.

Le 27 juin au matin, des forces japonaises peu nombreuses attaquèrent nos troupes qui s'étaient retirées de Fenschouiline à Titkho, mais elles furent repoussées sans peine.

Les Japonais continuèrent la marche ou avant contre notre position du défilé de Daline.

Nos troupes d'avant-garde opposèrent quelque temps de la résistance à une brigade d'infanterie, avançant de front contre elles avec trois batteries ; mais menacées d'être tournées par d'autres troupes, elles rétrogradèrent.

Des reconnaissances constatèrent qu'une partie des troupes de l'armée japonaise du Sud avancent dans la direction du Nord-Est pour opérer leur jonction avec l'armée de Kuroki.

A midi, on reçut un rapport disant que notre cavalerie engagea, à Sealoutchen, un vif combat. Selon toutes les informations reçues ces jours derniers, les forces japonaises marchant contre l'armée de Mandchourie peuvent être évaluées à 8 ou 9 divisions d'infanterie et de plusieurs brigades des troupes de réserves, mises actuellement par les Japonais en première ligne.

Un engagement

D'autre part, une dépêche de Tokio, du 28 juin, est ainsi conçue :

Tokio, 28 juin. — Hier matin, après un vif engagement qui dura six heures, l'armée de Ta-Kou-Chan mit en déroute une colonne russe composée de 6 bataillons d'infanterie et 2 régiments de cavalerie avec 16 canons, et occupa ensuite Feh-Chui-Ling, à 27 milles au nord-ouest de Siou-Yen. Les Russes se replièrent dans la direction de Hai-Mo-Tcheng.

Les Japonais eurent un commandant tué et une centaine d'hommes tués ou blessés.

Les renforts russes

Le 10e corps russe est presque complètement arrivé à destination. — C'est environ 25 000 hommes de nouvelles troupes dont dispose en plus le général Kouropatkine.

Le 1er corps va partir. Il comprend le régiment de Wiborg dont Guillaume II est colonel honoraire.

Dans le 10e corps il y a une division du général Dragomiroff, formée des quatre régiments qui se distinguèrent pendant la guerre russo-turque à la passe de Tchika.

Le 17e corps dont on a annoncé le départ arrivera à destination vers la mi-juillet.

Les Cosaques de l'Oural sont arrivés à Moukden.

—o—

A Niou-Tchouang, les Russes n'ont laissé qu'une seule petite troupe d'environ 75 hommes. Les brigands profitent de cet abandon pour commettre toutes sortes de déprédations. Ils attaquent et pillent les villages voisins.

—o—

On a découvert que les canons japonais ont une portée moindre que les canons russes. Les Japonais se servent toujours d'obus dégageant, lors de leur explosion, des gaz empoisonnés.

Les conventions internationales interdisent cependant l'emploi de pareils projectiles.

Les cruautés des Japonais

La correspondant à Tachikiao des *Birchevia Viedomosti* télégraphie :

Il est regrettable d'avoir à faire ressortir la façon dont les Japonais se conduisent à l'égard des blessés sur le champ de bataille. Le Dr Stankevitch, du corps du général Michtchenko, a tiré de nombreuses photographies représentant des soldats victimes des cruautés des Japonais. Ces photographies seront soumises à la cour de la Haye, comme pièces à l'appui.

La vue de ces victimes cause une impression effrayante. A beaucoup la langue était arrachée, à d'autres on a coupé les mains; sur de nombreuses parties du corps, on voit des coups de baïonnette.

Un officier, qui a été retrouvé vivant, raconte qu'on a tiré trois fois sur lui ; heureusement, aucune blessure n'a été mortelle. Outre, des officiers ont dressé procès-verbal de cet acte.

Le général Romanoff a fait connaître à la Croix-Rouge d'autres cas de cruautés. En particulier, les Japonais ont osé tirer sur les ambulances et le personnel médical. Plusieurs brancardiers et aides de l'hôpital ont été tués. Le Dr Rojkoff a été blessé pendant qu'il soignait des soldats faits prisonniers.

D'autre part, le correspondant de l'*Echo de Paris*, lui télégraphie de Saint-Pétersbourg :

Saint-Pétersbourg, 28 juin. — Après avoir longuement examiné un rapport bourré de documents et de photographies envoyé par le général Kouropatkine, et donnant les preuves absolues que des prisonniers russes ont subi d'atroces cruautés de la part des Japonais, le Tsar vient d'adresser aux puissances, au nom de l'humanité, une protestation contre de semblables actes.

Les croiseurs de Vladivostok

On annonçait hier qu'ils étaient tous au port pour le nettoyage de leurs chaudières et pour de menues réparations et qu'ils y resteraient un mois. Mais voici qu'aujourd'hui des dépêches japonaises annoncent que ces croiseurs sont de nouveau en mer.

Tokio, 26 juin. — On annonce d'Hokkaido que plusieurs navires, ressemblant à ceux de l'escadre de Vladivostok, ont fait leur apparition lundi au large.

Des informations semblables parviennent d'autres ports de la côte septentrionale, mais jusqu'à présent le ministère de la Marine n'y attache aucune créance.

Cette nouvelle, cependant, cause au Japon et en Corée une vive émotion. C'est du moins ce que disent les dépêches anglaises. A Tokio, on demande que l'amiral Togo se mette à la poursuite de ces croiseurs et répare les fautes de l'amiral Kamimurs.

A l'état-major de la marine à Saint-Pétersbourg, on a refusé toute communication à cet égard. On s'est borné à répondre à Skrydloff au télégraphe que lorsqu'il a quelque chose à dire. Il part, il rentre, il fait connaître ensuite ce qu'il a fait. »

A Port-Arthur

Le blocus n'est pas aussi rigoureux qu'on pourrait croire. On y entre et on en sort. — Le prince Goutimouroff, avec deux Cosaques, a réussi à traverser les lignes et a apporté un rapport à Kouropatkine qui l'a fait citer à l'ordre du jour de l'armée.

On a des nouvelles aussi de M. de Cuverville, capitaine de frégate, attaché naval à Saint-Pétersbourg, fils de l'amiral qui est resté volontairement à Port-Arthur. Ces nouvelles constatent son rétablissement d'une courte maladie et sont pleinement satisfaisantes.

Ce n'est pas tout : La famille du capitaine de frégate Von Schultze, qui commande le *Nowik*, vient de recevoir ce télégramme : « Vivant, bonne santé. »

On se souvient que le *Nowik* était précisément de garde à l'entrée du port dans la nuit du 23 juin.

On ne parle plus des navires coulés ou avariés à ce sujet, aucune dépêche ni russe ni japonaise.

Exploits d'un sous-officier russe

Le commandant en chef a conféré au sous-officier Wolkoff la croix de Saint-Georges. Ce sous-officier, qui connaît le chinois, s'était déguisé en chinois et avait pénétré dans le camp des Japonais, à Sanjutchen, où il recueillit divers renseignements qu'il communiqua au commandant des troupes à Sejoen.

Se rendant ensuite dans un autre endroit occupé par le Japonais, il rencontra une patrouille japonaise de 13 hommes qui lui demanda des renseignements sur la position des troupes russes. Pris de soupçons, les Japonais l'arrêtèrent; mais, à coups de revolver, il leur tua plusieurs hommes et parvint à s'enfuir sur un cheval japonais.

LES NOUVELLES DU JOUR

— De Chefou au *Daily Express*, 28 juin. — Les derniers Chinois arrivés de Port-Arthur disent que la flotte japonaise a bombardé la forteresse dimanche sans interruption, depuis le lever du jour jusqu'à la tombée de la nuit.

La canonnade n'a d'ailleurs pas cessé depuis vendredi.

Les Chinois ont vu remorquer vers Nagasaki un grand navire de guerre japonais désemparé.

— De Niou-Tchouang au *Daily Mail*, 28 juin. — Le général Stackelberg est de retour à Tachi-Tchao. Son arrière-garde est à Chan-Siao.

— Du *Standard*. — On lui câble, le 28 juin, de Tieu-Siu que les troupes russes, qui étaient au sud de Kai-Ping ont été retirées et portées vers le Nord. Leur effectif est d'environ 30 000 hommes. Les Russes se concentrent le long du chemin de fer.

— Du *Standard*, 28 juin. — Il paraît que les navires qui étaient au large d'Hokkaido sont des vaisseaux marchands anglais et japonais.

— Du *Times*, 28 juin. — A Tokio, il est impossible d'obtenir des renseignements sérieux et dignes de foi sur les événements de la guerre.

— Du *Times*, 28 juin. — Le général Kouropatkine pousse en avant 20 000 hommes dans la direction de Kai-Ping. Les troupes rassemblées dans le voisinage sont d'environ 100 000 hommes.

DENTIERS sans plaque, ni crochets, garantis. Chirurgien-Dentiste de la Faculté de Paris 16, Avenue de l'Opéra.

CHEVEUX CLAIRSEMES allongés et rendus touffus, par l'*Extrait capillaire des Bénédictines du Mont Majella*, qui arrête aussi la chute et retarde la décoloration. 6 fr. le flacon, 7 mandat, 5 fr. 35, à l'administrateur Senet, 35, rue du Quatre-Septembre, à Paris.

Luttes d'âmes

Maurice épluche le style, pèse les expressions, analyse le dialogue et pense. Quel doux métier, que celui de critique!

Du coin de l'œil, il suivait les mouvements de Gildas. Celui-ci semblait tourner les feuilles très vite, trop vite pour apprécier certains passages. Enfin, il arrive à la fin.

Maurice ne pouvait plus tenir en place.

A présent, une émotion lui serrait la gorge. Qu'allait dire son juge?

D'Ebremark avait achevé.

Il repoussa les feuillets avec un geste qui semblait signifier : Vous les remettrez en ordre tout à l'heure.

Il ne prononçait pas un mot.

Maurice avait peur de laisser voir son émotion.

— Eh bien! dit enfin Gildas, vous ne me demandez pas mon avis?

— Je l'attendais.

— Vous m'avez causé une surprise, une vraie surprise. Il faut voir quelle sera la suite pour juger de la valeur de l'intrigue et savoir si vos caractères se soutiendront jusqu'au bout. Voici environ vingt-cinq pages que je lis sans m'ennuyer, c'est beaucoup; seulement, mon cher, vous en conviendrez, c'est une panade, une véritable panade! On pourrait lire cela dans un pensionnat de jeunes filles.

— L'intrigue se corsera...

— Tant mieux.

Et comme conclusion :

— Mon bon, il faut percer à tout prix...

— Vous m'y aiderez?

— Oui. Ecoutez-moi. La *Revue littéraire* est une petite boîte passablement surannée, une menière d'impasse; il faut une autre publication pour vous lancer. Mais, avant cela, défaites-vous de ce que vous appelez sans doute vos principes, car ce sont des rengaines vieillottes et vieilles. Vous pouvez remplir un autre rôle que celui du petit Savoyard qui fait danser sa marmotte.

Vous avez assez vécu au milieu de nous, assez pris le contact des choses du jour pour écarter ces oripeaux fanés. Laissez Saint-Anodan imprimer cela, c'est un début de publicité. Mais, de grâce, montrez-nous d'autres personnages que vos toutous bien appris...

De l'indépendance, mon cher, de l'indépendance! Dégagez la personnalité, allez droit au succès, quitte à donner des coups de canif dans certains contrats, qui ne sont plus à présent irrémissibles ; ne tombez pas dans la littérature préhistorique, je vous en prie; fouillez deux les idées nouvelles, remuez-les; vous êtes de force, à condition de travailler, et vous ne vous viderez plus le cervesu à titre gracieux, pour le plaisir de quelques douairières bel esprit qui morigènent à leur gré certains directeurs de revues.

Vous piétinez sur place en ce moment, avouez-le donc sincèrement.

Maurice avoue, laissant entrevoir son instinctive crainte d'adopter les théories qu'il voyait mises en pratique par l'enterrage de Gildas, sa crainte encore plus grande de les vulgariser par le livre, de les rendre plus séduisantes par la fiction...

D'Ebremark haussa les épaules :

— Je ne m'explique pas plus vos scrupules que le bizarre caprice qui vous pousse à me les venir raconter. Si vous jouez la comédie, choisissez un public plus naïf que moi! mais je ne sais vraiment pas quel intérêt vous auriez à courir après les prix de vertu quand la fortune peut vous sourire! Arrivez, mon ebar, arrivez donc; et s'il vous vient à l'esprit que vous pèchez grièvement, absolvez-vous, comme tant d'autres s'absolvent, en vous disant que vous ne montrez les vices de vos contemporains que pour mieux les fouailler, et que, si vous abordez le sujet du divorce — la question du jour — vous travailliez pour la cause toujours sainte de la liberté humaine. Vous voilà consacré moraliste! Votre conscience est une marâtre! Réduisez-la au silence, et faites-vous des rentes! Allons, hâtez-vous, j'ai trouvé un prêteur, mais il n'attendra pas plus d'un an, je vous ne préviens.

Maurice, pendant ce temps, rangeait avec soin, les feuillets de son manuscrit, les joues empourprées.

Il comprenait si bien ce que d'Ebremark voulait dire! Mais une